



# Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois  
clos le 31 décembre 2013



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	8
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	9

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**  
**COMPTE RENDU DE LA DIRECTION**  
**POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, qui ont été préparés selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables aux termes des Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport de gestion et les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2013, le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2013 et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013. L'information présentée dans le présent rapport est exprimée en milliers de dollars canadiens et elle est à jour au 26 février 2014, sauf indication contraire.

***Déclarations prospectives***

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives contiennent des données qui sont généralement désignées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et la performance réels de l'organisation diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

***Caractère significatif***

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans le compte rendu, la direction a appliqué le concept de caractère significatif comme guide pour la divulgation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

---

**APERÇU DE L'ORGANISATION**

L'ACSTA est une société d'État mandataire qui a été mandatée d'effectuer un contrôle efficace et efficient des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, avant qu'elles n'accèdent, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que les activités de contrôle soient menées de façon uniforme dans l'ensemble du Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a un accord avec Transports Canada pour effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes hors pointe en utilisant la technologie et les ressources existantes.

## **CONTEXTE OPÉRATIONNEL**

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 septembre 2013.

### **CHANGEMENT TOUCHANT LA GOUVERNANCE**

---

Après la fin du trimestre, M<sup>me</sup> Melissa Coulson a été nommée au Conseil d'administration de l'ACSTA pour un mandat de trois ans, en remplacement de M. Donald Robinson, c.r., à compter du 30 janvier 2014.

### **AMÉLIORATION DU CNP**

---

Comme le *Rapport annuel de 2013* en fait état, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a récemment adopté une norme renforcée en matière de CNP et de contrôles de sécurité. L'ACSTA travaille avec Transports Canada, les aéroports et les transporteurs aériens à l'élaboration de solutions à long terme pour continuer de satisfaire à cette norme.

### **CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS**

---

Le profil de financement du fonctionnement de l'ACSTA ne tient que partiellement compte de l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle et ne tient pas compte de la croissance du volume de passagers. Les statistiques de Transports Canada pour le trimestre de septembre à novembre 2013 montrent que le volume de passagers dans les huit aéroports les plus occupés du pays a augmenté de 2,8 % par rapport à la même période en 2012<sup>1</sup>.

Depuis le dernier trimestre, l'ACSTA a observé des temps d'attente plus longs pour les passagers comparativement à l'exercice précédent. L'ACSTA continue de collaborer avec Transports Canada pour remédier à cette pression financière.

---

<sup>1</sup> Les statistiques sur le trafic aérien pour le trimestre d'octobre 2013 à décembre 2013 n'étaient pas disponibles au moment de la publication.

## CHANGEMENT TOUCHANT LA MAIN-D'ŒUVRE

Au cours du trimestre, le fournisseur de services de contrôle de l'ACSTA dans la région de l'Est, Securitas Transport Aviation Security Ltd., et ses agents de contrôle localisés à l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal ont signé une nouvelle convention collective. Cette entente de travail demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2015. C'est donc dire que toutes les conventions collectives entre les fournisseurs de services de contrôle de l'ACSTA et leurs agents de contrôle syndiqués ont désormais été ratifiées partout au Canada.

## RISQUES ET INCERTITUDES

Au cours du trimestre, l'ACTSA a complété son exercice annuel d'évaluation des risques pour l'exercice 2013-2014. Il n'y a eu aucun changement important au profil de risques de l'ACSTA tel que publié dans le *Rapport annuel de 2013*.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état du résultat global pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2012 :

Points saillants financiers – État du résultat global	Trimestres clos les 31 décembre				Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			
	2013	2012			2013	2012		
(en milliers de dollars)	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
<b>Charges <sup>1</sup></b>								
Services de contrôle et autres coûts connexes	89 259 \$	87 685 \$	1 574 \$	2%	259 838 \$	262 512 \$	(2 674) \$	(1%)
Frais d'administration directs et services généraux	19 278	20 338	(1 060)	(5%)	57 833	58 127	(294)	(1%)
Amortissement	14 977	19 314	(4 337)	(22%)	46 603	53 927	(7 324)	(14%)
Exploitation et entretien du matériel	12 068	12 621	(553)	(4%)	33 434	33 245	189	1%
<b>Total des charges</b>	<b>135 582 \$</b>	<b>139 958 \$</b>	<b>(4 376) \$</b>	<b>(3%)</b>	<b>397 708 \$</b>	<b>407 811 \$</b>	<b>(10 103) \$</b>	<b>(2%)</b>
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>246 \$</b>	<b>(97) \$</b>	<b>343 \$</b>	<b>(354%)</b>	<b>1 215 \$</b>	<b>(422) \$</b>	<b>1 637 \$</b>	<b>(388%)</b>
<b>Performance financière avant le financement public</b>	<b>135 828 \$</b>	<b>139 861 \$</b>	<b>(4 033) \$</b>	<b>(3%)</b>	<b>398 923 \$</b>	<b>407 389 \$</b>	<b>(8 466) \$</b>	<b>(2%)</b>
<b>Financement public</b>								
Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles	118 922	119 217	(295)	(0%)	345 022	348 826	(3 804)	(1%)
Amortissement du financement public différé lié aux immobilisations	15 102	19 306	(4 204)	(22%)	47 904	53 953	(6 049)	(11%)
<b>Total du financement public</b>	<b>134 024 \$</b>	<b>138 523 \$</b>	<b>(4 499) \$</b>	<b>(3%)</b>	<b>392 926 \$</b>	<b>402 779 \$</b>	<b>(9 853) \$</b>	<b>(2%)</b>
<b>Performance financière et total du résultat global</b>	<b>(1 804) \$</b>	<b>(1 338) \$</b>	<b>(466) \$</b>	<b>35%</b>	<b>(5 997) \$</b>	<b>(4 610) \$</b>	<b>(1 387) \$</b>	<b>30%</b>

<sup>1</sup> Les charges opérationnelles sont présentées par activité de programme dans l'état du résultat global, alors qu'elles sont présentées par grandes catégories de charge dans le tableau ci-haut, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013.

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 et au 31 mars 2013 :

<b>Points saillants financiers – État de la situation financière</b>	<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>Au 31 mars 2013</b>		
(en milliers de dollars)	(non audités)	(audités)	Écart en \$	Écart en %
<b>Total des actifs</b>	<b>361 638 \$</b>	<b>365 297 \$</b>	<b>(3 659) \$</b>	<b>(1%)</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>386 107 \$</b>	<b>383 769 \$</b>	<b>2 338 \$</b>	<b>1%</b>

## **ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

La section ci-après renferme de l'information sur les principaux écarts dans l'état du résultat global pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

### *Services de contrôle et autres coûts connexes*

Les charges relatives aux services de contrôle et aux autres coûts connexes sont comparables pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. Cela s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'heures de contrôle aux points de CNP achetées, qui a été compensée par une réduction du nombre d'heures de contrôle aux points de CPE achetées.

Un plus grand nombre d'heures de contrôle aux points de CNP a été acheté en raison de la mise en œuvre des activités améliorées de CNP, qui a été amorcée au cours du trimestre précédent à la suite du renforcement de la norme de l'OACI dont il a été question précédemment.

Le nombre d'heures de contrôle aux points de CPE achetées a diminué en partie à cause de l'installation d'un logiciel de reconnaissance automatisée des cibles sur les scanners corporels. De plus, l'ACSTA dispose d'un budget plus faible pour les paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle pour le CPE par rapport à l'exercice précédent. Combinée à l'augmentation annuelle des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle selon les contrats, la diminution du budget pour les paiements s'est traduite par une baisse des heures de contrôle achetées surtout aux points de CPE des aéroports les plus occupés au pays.

### *Amortissement*

Le montant de l'amortissement a diminué de 4 337 \$ (22 %) et de 7 324 \$ (14 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. La diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimative de certains matériels de CBE au cours de l'exercice 2013-2014. Ce matériel est progressivement remplacé dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du CBE. La fin de l'amortissement d'ordinateurs, de logiciels intégrés et de matériel électronique, car devenant entièrement amortis, explique également cette diminution.

### ***Amortissement du financement public différé lié aux immobilisations***

Le montant de l'amortissement du financement public différé lié aux immobilisations a diminué de 4 204 \$ (22 %) et de 6 049 \$ (11 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, par rapport aux mêmes périodes en 2012. La diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimative de certains matériels de CBE amortissables au cours de l'exercice 2013-2014, de même que par la baisse de l'amortissement comptabilisé en raison de la fin de l'amortissement d'ordinateurs, de logiciels intégrés et de matériel électronique mentionné précédemment. Cette diminution est partiellement compensée par des pertes sur cession d'immobilisations corporelles plus élevées au cours de l'exercice 2013-2014.

### **ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

La présente section donne de l'information sur les principaux écarts observés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2013 par rapport au 31 mars 2013.

#### **TOTAL DES ACTIFS**

---

Le total des actifs a diminué de 3 659 \$ (1 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Les immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 14 618 \$ surtout en raison du montant de 46 603 \$ comptabilisé au titre de l'amortissement. Cette diminution a été partiellement compensée par l'acquisition et l'installation de matériel et d'immobilisations incorporelles au coût de 33 302 \$.
- Les clients et autres débiteurs ont augmenté de 11 311 \$ surtout en raison de la hausse des crédits parlementaires à recevoir, qui résulte du moment où les montants ont été demandés au Trésor, ainsi que de la hausse des taxes de vente à recouvrer à la suite des dépenses engagées au cours du trimestre.

#### **TOTAL DES PASSIFS**

---

Le total des passifs a augmenté de 2 338 \$ (1 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Les fournisseurs et autres créditeurs ont augmenté de 15 636 \$ en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès de fournisseurs.
- Le financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 14 618 \$ à la suite de l'amortissement constaté à ce titre au montant de 47 904 \$, qui est supérieur au montant des crédits parlementaires acquis, qui se chiffre à 33 286 \$.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles et les charges opérationnelles comptabilisées selon les IFRS :

Rapprochement entre le total des charges et les crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles  (en milliers de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
<b>Total des charges</b>	135 582 \$	139 958 \$	397 708 \$	407 811 \$
<b>Produits d'intérêts et gain net/perte nette de change</b>	120	(100)	(13)	(363)
<b>Charges opérationnelles hors trésorerie</b>				
Amortissement	(14 977)	(19 314)	(46 603)	(53 927)
Charges au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	(1 396)	(304)	(4 731)	(3 094)
Frais relatifs aux employés à payer <sup>2</sup>	(463)	(1 065)	(1 434)	(1 611)
Pièces de rechange provenant des immobilisations <sup>3</sup>	-	(5)	(75)	(128)
Avantages incitatifs à la location différés <sup>4</sup>	56	47	170	138
<b>Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles</b>	<b>118 922</b>	<b>119 217</b>	<b>345 022</b>	<b>348 826</b>
<b>Autres éléments affectant le financement</b>				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks <sup>5</sup>	(1 888)	(2 144)	(3 081)	(4 639)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles</b>	<b>117 034 \$</b>	<b>117 073 \$</b>	<b>341 941 \$</b>	<b>344 187 \$</b>

<sup>1</sup> Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état du résultat global conformément aux IFRS. Aux termes de la *Directive sur l'utilisation du Trésor pour les sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'ACSTA est autorisée à prélever du Trésor du Canada les fonds qui lui sont alloués pour répondre à ses besoins financiers à court terme. Le montant à prélever est déterminé en fonction d'une évaluation de la solvabilité et d'une évaluation axée sur la poursuite des activités, qui sont réalisées par les actuaires de l'organisation, conformément à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Le montant prélevé au titre des avantages du personnel n'est pas nécessairement égal à la charge correspondante qui doit être comptabilisée selon les IFRS, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>2</sup> Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances constituées au 31 décembre 2013. Ces frais sont financés avec les crédits parlementaires à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>3</sup> Les pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été passés en charges au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>4</sup> Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer et l'utilisation gratuite d'aires communes. Les charges de location sont financées avec les crédits parlementaires au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>5</sup> Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure que l'ACSTA retire les avantages des actifs. Ils sont financés par les crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations et les dépenses en immobilisations réelles présentées selon les IFRS :

Rapprochement entre les acquisitions d'immobilisations et les crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations (en milliers de dollars)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2013 (non audité)	2012 (non audité)	2013 (non audité)	2012 (non audité)
Système de détection d'explosifs (SDE)	19 676 \$	3 952 \$	31 144 \$	16 182 \$
Matériel non lié aux SDE	788	823	2 158	1 778
<b>Total des acquisitions d'immobilisations</b>	<b>20 464</b>	<b>4 775</b>	<b>33 302</b>	<b>17 960</b>
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	(15)	(16)	(647)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations</b>	<b>20 464 \$</b>	<b>4 760 \$</b>	<b>33 286 \$</b>	<b>17 313 \$</b>

### CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS DU PLAN D'ENTREPRISE

Le montant des crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 est conforme à ce qui était prévu dans le budget de fonctionnement du *Plan d'entreprise approuvé de 2013-2014*.

Les crédits parlementaires utilisés pour financer les dépenses en immobilisations pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013 représentent 33 % du budget d'investissement annuel approuvé du *Plan d'entreprise de 2013-2014*. Une part importante des dépenses en immobilisations prévues par l'ACSTA sera engagée au cours de la dernière partie de l'exercice. De plus, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a approuvé un report de fonds de 7,6 M\$ sur l'exercice 2014-2015, car des dépenses en immobilisations ont été retardées pour certains projets d'intégration de CBE à la suite de divers changements apportés indépendamment de la volonté de l'ACSTA aux plans de projets de certains aéroports.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les buts opérationnels, objectifs et résultats financiers pour l'exercice en cours, qui sont décrits dans le *Plan d'entreprise approuvé de 2013-2014*, si l'on tient compte du report de fonds décrit précédemment.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



---

Angus Watt  
Président et chef de la direction  
Ottawa, Canada

26 février 2014



---

Mario Malouin, CPA, CA, MA  
Vice-président et chef des services financiers  
Ottawa, Canada

26 février 2014

États financiers intermédiaires résumés

# **ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012

(non audités)

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2013	31 mars 2013
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	11 965 \$	9 076 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	71 956	60 645
Stocks (note 5)	15 955	17 765
Charges payées d'avance	1 406	2 677
	101 282	90 163
Actifs non courants		
Avantages du personnel (note 9)	451	611
Immobilisations corporelles (note 6)	254 565	266 325
Immobilisations incorporelles (note 7)	5 340	8 198
	260 356	275 134
	361 638 \$	365 297 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	85 357 \$	69 721 \$
Financement public différé lié aux charges opérationnelles (note 8)	17 361	20 442
	102 718	90 163
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	1 116	1 286
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	259 905	274 523
Avantages du personnel (note 9)	22 368	17 797
	283 389	293 606
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(24 469)	(18 472)
	361 638 \$	365 297 \$

Engagements (note 12) et passifs éventuels (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
<b>Charges</b>				
Contrôle préembarquement	76 311 \$	83 402 \$	232 114 \$	247 075 \$
Contrôle des bagages enregistrés	34 701	37 618	103 310	106 919
Services généraux	11 830	13 555	36 391	37 830
Contrôle des non-passagers	11 939	4 415	23 332	13 098
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	801	968	2 561	2 889
<b>Total des charges (note 10)</b>	<b>135 582</b>	<b>139 958</b>	<b>397 708</b>	<b>407 811</b>
<b>Autres charges (produits)</b>				
Perte (profit) sur immobilisations corporelles	125	(7)	705	(83)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	-	-	521	-
Perte (gain) de change	253	25	342	(19)
Charges financières	1	10	2	30
Produits financiers	(133)	(125)	(355)	(344)
Profit sur le règlement de passifs relatifs au démantèlement	-	-	-	(6)
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>246</b>	<b>(97)</b>	<b>1 215</b>	<b>(422)</b>
<b>Performance financière avant le financement public</b>	<b>135 828</b>	<b>139 861</b>	<b>398 923</b>	<b>407 389</b>
<b>Financement public</b>				
Crédits parlementaires pour les charges opérationnelles (note 8)	118 922	119 217	345 022	348 826
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	15 102	19 306	47 904	53 953
<b>Total du financement public</b>	<b>134 024</b>	<b>138 523</b>	<b>392 926</b>	<b>402 779</b>
<b>Performance financière et total du résultat global</b>	<b>(1 804) \$</b>	<b>(1 338) \$</b>	<b>(5 997) \$</b>	<b>(4 610) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## **Pour les trimestres clos le 31 décembre:**

	Déficit accumulé
Solde au 30 septembre 2012	(30 721) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(1 338)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>(32 059) \$</b>
Solde au 30 septembre 2013	(22 665) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(1 804)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>(24 469) \$</b>

## **Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre:**

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2012	(27 449) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(4 610)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>(32 059) \$</b>
Solde au 31 mars 2013	(18 472) \$
Performance financière et total du résultat global qui ne sera pas reclassé en performance financière	(5 997)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>(24 469) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités opérationnelles				
Performance financière	(1 804) \$	(1 338) \$	(5 997) \$	(4 610) \$
Éléments sans effet de trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	13 941	17 907	42 951	49 618
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	1 396	304	4 731	3 094
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	1 036	1 407	3 652	4 309
Perte (profit) sur immobilisations corporelles	125	(7)	705	(83)
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	-	-	521	-
Autre opération non monétaire	-	-	25	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(15 102)	(19 306)	(47 904)	(53 953)
Diminution des avantages incitatifs à la location différés	(56)	(47)	(170)	(138)
Charge de désactualisation au titre des passifs relatifs au démantèlement	-	10	-	30
Profit sur le règlement de passifs relatifs au démantèlement	-	-	-	(6)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 13)	(1 807)	(14 783)	3 169	1 239
	(2 271)	(15 853)	1 683	(500)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	11 000	4 000	27 398	26 137
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 899)	(4 031)	(24 877)	(27 240)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(594)	(601)	(1 315)	(1 290)
	2 507	(632)	1 206	(2 393)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	236	(16 485)	2 889	(2 893)
Trésorerie à l'ouverture de la période	11 729	19 499	9 076	5 907
Trésorerie à la clôture de la période	11 965 \$	3 014 \$	11 965 \$	3 014 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. L'Administration, son mandat et ses programmes

L'ACSTA a été établie en vertu de la *Loi sur l'ACSTA*, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2002. L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Le mandat de l'ACSTA consiste à effectuer le contrôle efficient et efficace des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, avant qu'elles n'accèdent, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que les activités de contrôle soient menées de façon uniforme dans l'ensemble du Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien attribuées à l'organisation par la ministre des Transports sous réserve des modalités qu'elle détermine. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs.

À cette fin, l'ACSTA fournit des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

1. CPE – le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
2. CBE – le contrôle des bagages enregistrés;
3. CNP – le contrôle aléatoire des non-passagers;
4. Programme de CIZR – la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada pour effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes hors pointe en utilisant la technologie et les ressources opérationnelles existantes.

L'ACSTA n'est pas soumise à l'impôt sur le bénéfice aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). L'ACSTA est cependant assujettie aux dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada), qui comprend la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH). L'ACSTA est également assujettie à toutes les taxes de vente provinciales (TVP) applicables par les provinces et les territoires dans lesquels elle mène ses activités.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, qui a été publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Norme du SCT). Ces états n'ont pas été audités ni examinés par les auditeurs externes de l'ACSTA.

Selon la Norme du SCT, les états financiers intermédiaires doivent être établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation servant à la préparation des états financiers annuels audités. Par conséquent, les états financiers intermédiaires ont été établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables en vertu des IFRS. Les états financiers intermédiaires ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers trimestriels et annuels. Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités les plus récents et le compte rendu de la direction qui fait partie du Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013.

## 3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2013, sauf pour l'adoption des nouvelles normes en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2013, qui est décrite à la note 3 (q) des états financiers annuels.

## 4. Clients et autres débiteurs

Les créances et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Crédits parlementaires	53 228 \$	45 685 \$
TPS et TVH à recouvrer	16 715	13 329
TVP à recouvrer	1 938	1 496
Autres	75	135
	<u>71 956 \$</u>	<u>60 645 \$</u>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
Pièces de rechange	15 180 \$	16 881 \$
CIZR	495	587
Uniformes	280	297
	15 955 \$	17 765 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
<b>Coût</b>									
Solde au									
31 mars 2013	122 207	\$ 656 242	\$ 5 167	\$ 5 553	\$ 24 116	\$ 435	\$ 10 236	\$ 32 447	\$ 856 403
Entrées	72	5 835	-	-	800	-	-	25 280	31 987
Sorties	(2 955)	(30 910)	(15)	(46)	(23)	-	-	-	(33 949)
Dépréciation	(91)	(48)	(4)	(773)	(1 475)	(340)	(81)	(51)	(2 863)
Reclassements	179	24 007	-	-	554	-	-	(24 740)	-
Solde au									
31 décembre 2013	119 412	\$ 655 126	\$ 5 148	\$ 4 734	\$ 23 972	\$ 95	\$ 10 155	\$ 32 936	\$ 851 578
<b>Amortissement cumulé</b>									
Solde au									
31 mars 2013	57 913	\$ 498 795	\$ 2 468	\$ 3 386	\$ 18 608	\$ 435	\$ 8 473	\$ -	\$ 590 078
Amortissement	6 586	31 781	294	622	3 076	-	592	-	42 951
Sorties	(2 808)	(30 442)	(15)	(38)	(23)	-	-	-	(33 326)
Dépréciation	(79)	(23)	(4)	(699)	(1 464)	(340)	(81)	-	(2 690)
Solde au									
31 décembre 2013	61 612	\$ 500 111	\$ 2 743	\$ 3 271	\$ 20 197	\$ 95	\$ 8 984	\$ -	\$ 597 013
<b>Valeurs comptables</b>									
Au 31 mars 2013	64 294	\$ 157 447	\$ 2 699	\$ 2 167	\$ 5 508	\$ -	\$ 1 763	\$ 32 447	\$ 266 325
Au 31 décembre 2013	57 800	\$ 155 015	\$ 2 405	\$ 1 463	\$ 3 775	\$ -	\$ 1 171	\$ 32 936	\$ 254 565

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels développés à l'interne	En développement	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2013	4 285 \$	19 119 \$	301 \$	23 705 \$
Entrées	107	595	613	1 315
Dépréciation	(428)	(1 860)	-	(2 288)
Reclassements	89	212	(301)	-
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>4 053 \$</b>	<b>18 066 \$</b>	<b>613 \$</b>	<b>22 732 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au 31 mars 2013	3 120 \$	12 387 \$	- \$	15 507 \$
Amortissement	557	3 095	-	3 652
Dépréciation	(350)	(1 417)	-	(1 767)
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>3 327 \$</b>	<b>14 065 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>17 392 \$</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 31 mars 2013	1 165 \$	6 732 \$	301 \$	8 198 \$
Au 31 décembre 2013	726 \$	4 001 \$	613 \$	5 340 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
<b>Financement public différé lié aux charges opérationnelles</b>		
Solde à l'ouverture de la période	20 442 \$	23 100 \$
Crédits parlementaires facturés	345 069	473 287
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(3 128)	-
Financement public comptabilisé en tant que crédits parlementaires pour les charges opérationnelles	(345 022)	(475 945)
Solde à la clôture de la période	17 361	20 442
<b>Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations</b>		
Solde à l'ouverture de la période	274 523 \$	310 120 \$
Crédits parlementaires facturés	42 095	38 398
Crédits parlementaires différés aux périodes futures	(8 809)	-
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(47 904)	(73 995)
Solde à la clôture de la période	259 905	274 523
<b>Total du financement public différé à la clôture de la période</b>	<b>277 266 \$</b>	<b>294 965 \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 9. Avantages du personnel

Sur une base trimestrielle, l'actif ou passif net de l'ACSTA pour le régime de retraite enregistré (RRE), le régime de retraite supplémentaire (RRS) et l'autre régime à prestations définies (ARPD) est mis à jour pour la différence entre le coût net estimatif des avantages, tel que déterminé lors de la plus récente évaluation actuarielle annuelle, et les cotisations de l'employeur aux régimes. Cependant, l'actif ou passif net n'est mise à jour pour d'importantes variations du marché qu'à la fin de chaque exercice financier, avec l'aide de l'actuaire des régimes.

Le tableau ci-après présente les charges et les cotisations relatives à chaque plan pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
<b>Charges</b>				
RRE	2 375 \$	2 287 \$	7 125 \$	6 860 \$
RRS	54	61	164	182
ARPD	622	577	1 866	1 732
	<b>3 051 \$</b>	<b>2 925 \$</b>	<b>9 155 \$</b>	<b>8 774 \$</b>
<b>Cotisations</b>				
RRE	1 618 \$	2 588 \$	4 319 \$	5 585 \$
RRS	4	1	4	1
ARPD	33	32	101	94
	<b>1 655 \$</b>	<b>2 621 \$</b>	<b>4 424 \$</b>	<b>5 680 \$</b>

Le coût des services rendus au cours de la période et l'obligation au titre des prestations constituées sont déterminés par un actuaire à tous les ans. Les hypothèses significatives appliquées pour déterminer les obligations de l'ACSTA sont décrites à la note 12 des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 11 \$ (0 \$ en 2012) et 14 \$ (0 \$ en 2012), respectivement, relativement au régime de retraite à cotisation déterminée.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 10. Charges

L'état du résultat global présente les charges opérationnelles par activité de programme. Le tableau qui suit présente les charges opérationnelles pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre selon leur nature :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
<b>Services de contrôle et autres coûts connexes</b>				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	87 734 \$	86 159 \$	255 590 \$	258 361 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 112	1 103	2 993	2 843
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	413	423	1 255	1 308
	89 259	87 685	259 838	262 512
<b>Frais d'administration directs et services généraux</b>				
Frais relatifs aux employés	14 389	14 440	43 406	42 023
Contrats de location simple	1 538	1 678	4 605	4 824
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 163	1 372	3 435	3 404
Frais de bureau et frais informatiques	1 033	1 100	2 974	2 775
Autres frais d'administration	867	1 471	2 775	4 421
Communication	288	277	638	680
	19 278	20 338	57 833	58 127
<b>Amortissement</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles	13 941	17 907	42 951	49 618
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 036	1 407	3 652	4 309
	14 977	19 314	46 603	53 927
<b>Exploitation et entretien du matériel</b>				
Entretien du matériel et pièces de rechange	11 822	12 282	32 436	32 368
CIZR	126	237	572	611
Formation et certification	120	102	426	266
	12 068	12 621	33 434	33 245
	135 582 \$	139 958 \$	397 708 \$	407 811 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les frais liés aux conférences, les divers droits d'adhésion, les charges liées aux réunions et les coûts liés aux matériels de formation. Les autres frais d'administration englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 11. Financement public

Le tableau ci-après présente les crédits parlementaires approuvés et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de neuf mois closes les 31 décembre :

	2013	2012
Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier	578 310 \$	557 001 \$
Crédits parlementaires reportés à 2014-2015	(7 566)	-
Crédits parlementaires utilisés pour les charges opérationnelles	(341 941)	(344 187)
Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations	(33 286)	(17 313)
<b>Crédits parlementaires inutilisés</b>	<b>195 517 \$</b>	<b>195 501 \$</b>

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges opérationnelles et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	152 363 \$	143 731 \$	381 356 \$	396 162 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(34 907)	(28 458)	(36 287)	(49 431)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	(422)	1 800	(3 128)	(2 544)
<b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges opérationnelles</b>	<b>117 034 \$</b>	<b>117 073 \$</b>	<b>341 941 \$</b>	<b>344 187 \$</b>

Les crédits parlementaires pour le financement des charges opérationnelles à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses opérationnelles réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	34 006 \$	7 425 \$	51 493 \$	29 562 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(5 822)	(3 331)	(9 398)	(10 137)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	(7 720)	666	(8 809)	(2 112)
<b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des immobilisations</b>	<b>20 464 \$</b>	<b>4 760 \$</b>	<b>33 286 \$</b>	<b>17 313 \$</b>

Les crédits parlementaires pour le financement des immobilisations à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

## 12. Engagements

### (a) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple de matériel et de locaux. Les paiements minimaux au titre de ces contrats de location simple sont les suivants :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
1 an ou moins	7 265 \$	7 087 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans ou moins	24 531	20 115
Plus de 5 ans	18 803	1 923

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

Le contrat de location simple le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale. Le contrat expire le 30 novembre 2017 et l'option de renouvellement pour cinq années supplémentaires a été exercée au cours du trimestre. Les conditions de renouvellement comprennent certains avantages incitatifs à la location qui n'étaient pas compris dans l'entente initiale, de même qu'une option de renouvellement additionnelle pour cinq années supplémentaires, assujettie aux mêmes conditions. Après l'expiration de la période de prolongation, il n'y a aucun droit de prolongation et le loyer futur sera établi en fonction des conditions du marché à la date de prolongation.

## (b) Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles comprennent divers contrats pour l'acquisition de matériel, de services de contrôle et d'entretien du matériel. Ces obligations sont assujetties aux crédits autorisés et sont assorties de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de résilier les contrats sans pénalité et à sa discrétion.

Le tableau ci-après présente les engagements au titre de ces obligations contractuelles :

	31 décembre 2013	31 mars 2013
1 an ou moins	521 108 \$	517 862 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans ou moins	1 170 516	1 288 360
Plus de 5 ans	13 285	16 782

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

## 13. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	31 décembre 2013	2012	2013	2012
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	(9 547) \$	(10 033) \$	(5 423) \$	16 163 \$
Diminution des stocks	1 670	1 721	1 860	2 666
Diminution des charges payées d'avance	218	428	1 271	2 101
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	7 740	(3 104)	8 542	(16 300)
Augmentation (diminution) de la partie courante des provisions	-	149	-	(1 296)
Diminution financement public différé lié aux charges opérationnelles	(1 888)	(3 944)	(3 081)	(2 095)
	(1 807) \$	(14 783) \$	3 169 \$	1 239 \$

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 se chiffrent à 131 \$ (125 \$ en 2012) et 351 \$ (344 \$ en 2012), respectivement.

Les charges d'intérêts payées et comptabilisées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 se chiffrent à 1 \$ (0 \$ en 2012) et 2 \$ (0 \$ en 2012), respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 9 464 \$ (94 \$ en 2012) et 5 888 \$ (6 712 \$ en 2012), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations. De plus, la variation exclut aussi des montants de 0 \$ (0 \$ en 2012) et 0 \$ (540 \$ en 2012), respectivement, au titre de notes de crédit afférentes aux immobilisations puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la variation des stocks exclut des montants de 50 \$ (5 \$ en 2012) et 50 \$ (128 \$ en 2012), respectivement, au titre du transfert de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks, puisqu'ils sont liés à une opération non monétaire.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2013 et 2012  
(en milliers de dollars canadiens)

---

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la variation des fournisseurs et autres créiteurs exclut des montants de 11 971 \$ (128 \$ en 2012) et 7 094 \$ (10 677 \$ en 2012), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, l'ACSTA a reçu des produits hors trésorerie sous forme de notes de crédit d'un fournisseur totalisant 0 \$ (15 \$ en 2012) et 16 \$ (107 \$ en 2012), respectivement, qui sont liés à la sortie d'immobilisations corporelles et totalisant 0 \$ (0 \$ en 2012) et 0 \$ (540 \$ en 2012), respectivement, qui sont liés à la sortie du matériel détenue en vue de la vente.

## 14. Passifs éventuels

Au cours du trimestre précédent, les parties impliquées dans une action en dommages-intérêts contre l'ACSTA et le procureur général du Canada, qui avait débutée en 2010-2011, ont convenu de cesser l'action et ce, sans frais pour toutes les parties impliquées. Il n'y a eu aucun changement en ce qui a trait aux deux autres actions en justice impliquant l'ACSTA. Se reporter à la note 19 des états financiers annuels audités de l'exercice clos 31 mars 2013 pour une description de ces litiges.